

**Unité départementale de la Marne**

Reims, le

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 06/12/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ**

Parc A - Marne

47, Avenue Franklin ROOSEVELT

77210 Avon

**Références :** D1 i 2024-1089

**Code AIOT :** 0100035285

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ implanté RTE DEPARTEMENTALE 977 51240 NUISEMENT-SUR-COOLE. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « risques » sur les établissements Seveso seuil Haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ
- RTE DEPARTEMENTALE 977, 51240 NUISEMENT-SUR-COOLE
- Code AIOT : 0100035285
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SFDM est une société anonyme de droit français créée en avril 1993. Elle emploie environ 140 personnes en France. Son siège social est implanté à Avon (Seine-et-Marne). L'établissement régional de Châlons-en-Champagne est constitué de quatre parcs de stockage d'hydrocarbures dans le département de la Marne. Il s'agit de quatre établissements Seveso seuil haut implantés respectivement pour :

- le parc A, sur les communes de Nuisement-sur-Cooles (51) et de Breuvery-sur-Cooles (51) ;
- le parc B, sur la commune de Cheniers (51) ;
- le parc C, sur la commune de Togny-aux-Boeufs (51) ;
- le parc D, sur la commune de Faux-Vésigneul (51).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 04/04/2013, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Organisation en cas de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Étude de danger	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
5	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
6	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
7	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
8	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité majeure n'a été constatée lors de cette visite d'inspection. Il est cependant nécessaire que l'exploitant fournisse les éléments requis dans dernière version de son POI et dans son état des stocks afin d'intégrer les dernières dispositions réglementaires post-accident de Rouen, mais également qu'il soit en mesures d'actualiser son étude de dangers suite à la remise de sa notice de réexamen en 2024. Cette mise à jour est attendue pour le 30 juin 2025 et devra également intégrer les dernières dispositions réglementaires post accident de Rouen. L'Inspection souhaite profiter de cette instruction pour remettre à jour l'acte administratif encadrant l'établissement. C'est ainsi qu'il est demandé également certaines informations complémentaires à l'exploitant dans le cadre de ce rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/04/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de nomenclature de l'établissement
<b>Constats :</b> <p>L'arrêté ministériel de l'établissement date de 2013 ; le tableau de nomenclature ICPE de l'établissement n'a pas été mis à jour depuis. En effet, depuis, la directive SEVESO III a été adoptée le 4 juillet 2012 et a pris effet le 1<sup>er</sup> juin 2015 en conduisant à la création de rubriques spécifiquement dédiées aux matières dangereuses. Il s'agit des rubriques 4000.</p> <p>Les prescriptions réglementaires applicables à l'établissement nécessitent donc d'être mises à jour. Pour cela, l'inspection profitera de l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement pour proposer à l'autorité préfectorale un acte administratif consolidé et à jour en 2025.</p>

De plus l'exploitant n'a pas su montrer le jour de l'inspection un état des stocks consolidé et simplifié comme l'exigent les articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. Il dispose bien d'un inventaire des stocks de carburant en instantané, mais il ne recense pas l'intégralité des substances concernées présentes dans l'établissement, et ne contient pas en outre les mentions de dangers relatives aux produits, ni les rubriques ICPE correspondantes ou encore les codes ONU utiles pour les service de secours notamment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra transmettre un état des stocks du jour de la visite détaillé et simplifié qui répond aux exigences des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Afin de mener à bien la mise à jour du tableau de nomenclature, l'exploitant transmettra à l'inspection la déclaration d'antériorité au titre de la directive SEVESO III de 2016, qu'elle avait transmise par courrier à l'époque. Il transmettra également son tableur interne utilisé lors du recensement SEVESO III.

Pour rappel, il est nécessaire d'inventorier toutes les substances et préparations stockées, utilisées, ou susceptibles d'être présentes dans l'établissement en incluant les produits secondaires, les déchets dangereux, et les produits intermédiaires. L'évaluation des quantités maximales repose sur le calcul des quantités maximales stockées ou susceptibles d'être présentes sur site en même temps, en incluant les situations exceptionnelles, comme des pics d'activité ou des livraisons.

Ces éléments sont attendus sous un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Organisation en cas de crise**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à

<p>disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la dernière version du POI aux autorités, par courrier en date du 09/08/2024. Les dispositions requises à l'article 5 de l'arrêté ministériel sus-visé n'étaient pas incluses dans cette version transmise. L'inspection a donc souhaité consulter la dernière version disponible le jour de la visite, mais cette version n'était pas complétée non plus. L'exploitant n'a pas pu justifier de l'organisation interne mise en place dans le POI pour répondre aux exigences réglementaires sus-visées.</p> <p>Cependant, l'exploitant a pu présenter le contrat établi entre la société et le prestataire extérieur SOCOTEC pour la réalisation des 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux suite à un sinistre.</p> <p>L'exploitant a en outre organisé comme le prévoit la réglementation, un exercice POI sur le parc A, en date du 29/10/2024. Le compte-rendu suite à cet exercice a été présenté à l'inspection et a été transmis par courriel suite à la visite d'inspection. Il n'appelle par de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale à ce stade puisqu'un contrat a tout de même été établi avec un prestataire extérieur.</p> <p>L'exploitant devra transmettre l'intégralité des éléments répondant à l'article 5 de l'AM du 26/05/14 modifié sus-visé sous un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Étude de danger

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notice de réexamen</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.</p> <p>Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La notice de réexamen de l'établissement a été transmise par courrier daté du 23/08/2024.</p>

L'inspection a souhaité échanger sur différents points lors de l'inspection avec l'exploitant. Il résulte de ces échanges, en synthèse, que :

- les parties 2 et 11 de la notice nécessitent d'être plus étoffées notamment à l'instar de l'exigence réglementaire inscrite dans le Code de l'environnement sus-visé, à savoir que « l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques » ;
- la notice est conclusive sur deux points uniquement, le dernier point est à ajouter ;
- la liste des produits de décomposition de fumées requise à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié n'a pas été remise en même temps que cette révision et doit être remise au plus tard le 30 juin 2025 ;
- de nombreux travaux/améliorations ont été réalisés depuis la dernière révision de l'EDD et mériteraient d'être intégrés dans une version consolidée de l'EDD en précisant également que des travaux sont en cours et sont à venir sur la pomperie de l'établissement notamment ;
- la numérotation des phénomènes dangereux a subi une modification de la numérotation entre 2012 et 2019 et la numérotation des MMR valorisées a également évolué entre l'EDD 2019 et la notice de réexamen 2024 ;
- l'inspection a identifié par sondage qu'il est nécessaire d'actualiser la matrice de criticité de l'établissement au regard des zones d'effets dimensionnées dans la dernière étude de danger de 2019 et de distinguer les phénomènes dangereux flash-fire et UVCE

Au regard de ces échanges, l'inspection estime nécessaire une mise à jour de l'EDD actuelle de l'établissement datant de 2019 afin de consolider l'ensemble des éléments listés ci-avant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose donc à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de mettre à jour l'étude de danger, version 2019, en prenant en considération l'ensemble des éléments listés dans le constat afférent. Cette mise à jour devra être transmise pour le 30 juin 2025. Il illustrera bien dans cette mise à jour la matrice de criticité de l'établissement avant et après prise en compte des mesures de maîtrise des risques (MMR) dans la décote de probabilité des phénomènes dangereux (PhD).

L'exploitant transmettra en parallèle à cette mise à jour un tableur informatique listant l'ensemble des phénomènes dangereux avec leurs distances d'effets ainsi que leur classement en termes de probabilité et gravité. Ce tableur illustrera les évolutions entre les versions 2012, 2019 et la dernière version actualisée de l'EDD le cas échéant en indiquant les correspondances entre les PhD retenus et supprimés ainsi que les commentaires afférents à chaque évolution que ce soit en termes de sélection de PhD mais aussi d'évolution de la gravité et/ou de la probabilité le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Système de gestion de la sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Mise en place du SGS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

**Constats :**

Un système de gestion de la sécurité est en place sur l'établissement et fait l'objet d'une revue de direction annuelle de la part de l'exploitant. Le retour d'expérience fait partie intégrante de cette revue de direction sur 8 thématiques en particulier. L'inspection s'est focalisée par sondage sur la thématique liée au retour d'expérience sur les matériels de sécurité et en particulier la gestion des mesures de maîtrise des risques (MMR) dans son ensemble, en déclinant différents points dans les constats suivants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Présence et revue de la procédure SGS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

**Prescription contrôlée :****3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation**

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

[...]

**Constats :**

Dans la revue de direction, sont analysées notamment les situations ayant engendré une fiche « REX » (retour d'expérience). Ces fiches sont rédigées dès lors qu'il se produit un dysfonctionnement sur un matériel lié à la sécurité entraînant une demande d'intervention (DI), dont les MMR. D'autres situations peuvent conduire à la rédaction d'une fiche REX, c'est le cas par exemple de l'atteinte d'un niveau très haut sur une capacité de stockage alors qu'en exploitation classique ce niveau ne devrait pas être atteint. L'élaboration de ces fiches est encadrée par une procédure spécifique.

Chaque fiche REX fait l'objet d'une analyse régionale et donne lieu à un projet de plan d'actions qui est ensuite validé ou non en comité de direction. Celui-ci se réunit a minima à une fréquence mensuelle. Le REX des autres régions dans lesquelles est implanté le groupe est également pris en compte. Ainsi, un plan d'actions peut être décliné de façon locale (site) ou global (groupe).

La synthèse de ces analyses est présentée en revue de direction annuelle.

En revanche, l'inspection déplore que les plans d'actions définis suite à ces analyses de REX ne fassent l'objet actuellement d'aucun suivi particulier en revue de direction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à mettre en place un suivi du plan d'actions issu de l'analyse des REX sur les matériels de sécurité incluant les MMR.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

**Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités

définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

#### **Constats :**

La gestion de la maintenance et en particulier des barrières de sécurité et des MMR est réalisée via une GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) interne dénommée LOLITA. De plus, l'exploitant a transmis en amont de la visite les fiches de vie associées à la gestion des MMR. Dans ces fiches sont détaillées les opérations de maintenance et de test à réaliser avec la fréquence associée. Le lien est fait via la GMAO. Selon l'exploitant, les fréquences de test ont été définies en adéquation avec les préconisations fournisseurs. La GMAO ne permet pas à ce jour de filtrer les équipements de sécurité associés à une MMR. L'interface spécifique à la gestion des MMR est en cours de développement sur l'application.

La gestion des MMR est réalisée via une procédure « chapeau » PRO 438. Dans cette procédure sont déclinées différentes parties dont une relative à la gestion des inhibitions des MMR en situation courante (test ou maintenance par exemple) mais aussi en cas de défaillances des MMR.

La gestion de l'inhibition des MMR pour les situations courantes fait l'objet d'une autre procédure en parallèle (PRO 416), qui gère l'ensemble des équipements pour la sécurité et non pas que les MMR. Cette procédure a été présentée à l'inspection le jour de la visite mais elle n'est pas mentionnée dans la procédure chapeau PRO 438. De même, pour les défaillances d'équipements de sécurité dont les MMR, la procédure interne PRO 410 existe au sein du SGS mais n'est pas mentionnée dans la procédure chapeau PRO 438.

L'ensemble de cette organisation mise bout à bout permet d'encadrer le maintien du niveau de sécurité requis en cas d'indisponibilité d'équipements de sécurité dont les MMR agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles notamment. La procédure chapeau doit cependant permettre d'avoir une vision claire sur l'ensemble de cette organisation pour mener à bien cet objectif.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à mettre à jour sa procédure chapeau en intégrant l'ensemble des éléments organisationnels et techniques : liste de l'ensemble des procédures, des modes opératoires, des enregistrements liés à la gestion des MMR afin que celle-ci soit autoportante.

Il pourra par ailleurs s'appuyer sur le guide DT 93 - Guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des MMRI pour s'assurer de la prise en compte des bonnes pratiques et recommandation en termes de gestion des MMRI, avec notamment la partie 6. Bonnes pratiques en matière de maintenance et de tests des MMRI et en particulier la partie 6.2. traitant de By-pass et inhibition des MMRI.

Ces éléments seront à remettre au plus tard avec la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Mise en œuvre

**Prescription contrôlée :**



B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

L'inspection a souhaité tester une chaîne de sécurité valorisée en MMR sur le bac A6 : DCI sans émulseur avec simulation au niveau de la détection. Le test a été concluant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'est engagé à transmettre la fiche de test liée au test réalisée sur cette MMR le jour de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

[...]

**Constats :**

Les indisponibilités des équipements de sécurité dont les MMR sont encadrées par des fiches spécifiques signées par la hiérarchie après analyse des risques et définition des mesures compensatoires le cas échéant. Pour les défaillances, une demande d'intervention (DI) est réalisée dans l'immédiat et tracée dans la GMAO de l'établissement. L'information du SDIS et/ou de l'inspection est réalisée en cas de marche dégradée touchant notamment les moyens d'extinction

incendie. Cela a déjà été réalisé par l'exploitant lors de maintenance par exemple. Ce point n'est pas formalisé dans les procédures en vigueur de l'exploitant consultées le jour de la visite.

La remise en service des équipements est conditionnée également par la validation de l'encadrement.

La transmission des informations relatives aux indisponibilités d'équipements est réalisée par les réunions d'exploitation quotidiennes ou encore via les réunions hebdomadaires (tous les jeudis après-midi) mais également sur un tableau blanc représentant les différents parcs avec un affichage d'éléments visuels indiquant des travaux, des indisponibilités, etc. De plus des éléments de communication internes sont également diffusés sur les écrans à l'intérieur de l'établissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à formaliser dans ses procédures, l'information des services de l'État adéquat en cas d'indisponibilité de certains équipements de sécurité pré-identifiés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

**Prescription contrôlée :**

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

[...]

-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

**Constats :**

La formation du personnel sur les aspects sécurité est passé en revue lors de la revue de direction annuelle pour le SGS. Le taux de participation aux exercices y est également scruté. La formation du personnel intervenant est également abordée dans la procédure chapeau de gestion des MMR (PRO 438). Il n'y a pas à ce jour de différenciation faite entre les MMR et les autres barrières de sécurité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'est engagé à mettre ce sujet à l'ordre du jour lors de la sensibilisation annuelle du personnel. Ce point fera l'objet d'une modification dans la procédure chapeau.

**Type de suites proposées :** Sans suite